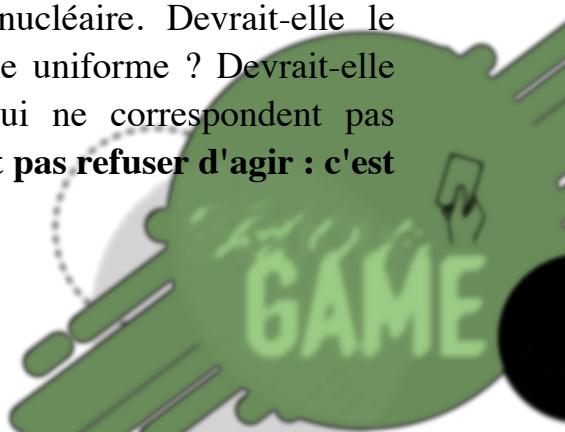
Tribune parlementaire : « Souveraineté » : le mot de ceux qui veulent agir autrement, pas de ceux qui ne veulent rien changer

Par Mathilde Androuët, députée européenne (Patriotes for Europe, Rassemblement national, Commission ENVI).

Encore une fois Mediapart fait du Mediapart ! À coup d'attaques frontales, de diffamation et de fake news à tout va, les articles du « média » montrent toujours une curieuse habitude : distribuer les bons et les mauvais points avant même d'avoir véritablement engagé le débat. L'article consacré à la souveraineté énergétique en est une illustration. Sous couvert d'analyse, il transforme une question politique complexe en procès à charge contre tous ceux qui refusent de se soumettre à une trajectoire décidée depuis Bruxelles. À lire Mediapart, défendre la souveraineté nationale serait nécessairement protéger les intérêts des industriels, des fournisseurs de gaz et des profiteurs de crise. Voilà une manière bien commode d'éviter de répondre aux arguments.

Souveraineté : les choix de l'Etat et de son peuple, les choix de la France et des français, réduite à une simple formule *« dans la bouche de ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change. »*. Mais qui refuse réellement le changement ? Ceux qui défendent la liberté des États de choisir leur modèle énergétique, ou ceux qui veulent prolonger une politique européenne uniforme, malgré ses résultats contestables sur les prix, l'industrie et la sécurité d'approvisionnement ? La transition énergétique ne peut pas se résumer à une course aux objectifs chiffrés, aux obligations réglementaires et aux rapports transmis à la Commission. **Une politique climatique doit être jugée sur ses résultats, pas sur le nombre de contraintes qu'elle impose.**

« Il y a des mots qu'on prononce quand les arguments manquent. » Mediapart semble avoir trouvé le sien : souveraineté. Pourtant, le journal ne répond pas à une question essentielle : pourquoi la liberté de choix des États serait-elle incompatible avec la lutte contre le changement climatique ? La France dispose d'un modèle énergétique largement décarboné grâce à son parc nucléaire. Devrait-elle le remettre en cause pour satisfaire une vision européenne uniforme ? Devrait-elle multiplier les investissements dans des dispositifs qui ne correspondent pas nécessairement à ses besoins ? **La souveraineté, ce n'est pas refuser d'agir : c'est pouvoir choisir comment agir.**



Au nom de l'urgence climatique, Mediapart réclame des objectifs contraignants, des plans d'investissement contrôlés et des aides conditionnées. Mais qui décidera des efforts exigés ? Qui supportera leur coût ? Les gouvernements nationaux et les citoyens, tandis que la Commission disposera d'un pouvoir accru sur leurs orientations. L'article 194 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne garantit pourtant aux États leur liberté de déterminer leur bouquet énergétique. **Cette liberté n'est pas un obstacle à la coopération européenne : elle en est une limite démocratique nécessaire.**

Enfin, Mediapart réclame un fonds alimenté par ceux qui auraient « tiré profit de la crise », sans préciser les modalités de financement ni les critères de contribution. Il réclame davantage de contrôle, sans mesurer suffisamment le coût administratif et économique de ses propositions. Les entreprises européennes ont besoin d'énergie accessible pour investir, produire et préserver leurs emplois. **Chaque nouvelle mesure doit donc être évaluée au regard de son impact sur les factures et sur notre compétitivité industrielle.**

Je ne demande pas à Mediapart de partager nos positions. Je lui demande de cesser de caricaturer celles qu'il combat. Défendre la souveraineté énergétique ne signifie pas défendre l'immobilisme, pas plus que réclamer de la flexibilité ne signifie renoncer à la décarbonation. Nous voulons une transition progressive, réaliste, fondée sur les résultats, la coopération et le respect des choix nationaux.

Mediapart conclut que « le reste n'est que de la rhétorique ». Je lui retourne volontiers la formule : **imposer des objectifs sans tenir compte des réalités nationales, réclamer des investissements sans en mesurer les conséquences et confondre coordination européenne et centralisation politique**, voilà une rhétorique qui ne fait pas une politique énergétique.

Que Mediapart garde ses leçons de morale : la souveraineté des nations ne se négocie pas dans les colonnes d'un journal…ou de ce qu'il en reste !

Mathilde Androuët ,

Vendredi 30 Octobre 2026

